

L'année 2012 confirmera-t-elle le «Printemps arabe», ou le «Printemps des islamistes» ?

Le printemps est la première des quatre saisons : il n'est donc pas appelé à durer. L'été qui lui fait suite peut être étouffant, ou pourri. Puis vient l'automne... avec ses brumes et ses pluies, ce qui signifie que l'hiver approche ! Autrement dit, ce que l'on a combattu devra l'être de nouveau. D'où cette idée que le fameux «*Printemps arabe*» (1) risque de n'être qu'un printemps, et encore !

Au sens politique du terme, en effet, il n'y a de «*Printemps*» que démocratique, et la démocratie suppose au moins l'égalité des sexes et la mise hors-jeu de la violence politique, ce qui n'est guère le fait des régimes islamiques. Tout le problème est là ! Le «*Printemps arabe*» ne peut pas ne pas être islamique. Pour être non islamique, il lui faudrait importer la laïcité. Or, le «*Printemps arabe*» n'a que faire de la laïcité ! Adopter la laïcité serait, à ses yeux, trahir l'islam, car le combat pour le «*Printemps arabe*» est à la fois un combat pour des droits sociaux mais aussi pour des devoirs islamiques.

Lorsqu'un révolté prend en charge sa propre révolte, il peut le faire au nom de l'homme : les Droits de l'Homme ne sont pas loin. Lorsqu'il se revendique musulman, il ne peut le faire qu'au nom de l'islam, et la Charia est déjà là. La révolte alors se communautarise, et c'est la guerre d'une fratrie, d'un clan, d'une idéologie ou d'une religion, non celle de l'homme. C'est pourquoi le «*Printemps arabe*» risque d'être de mauvais conseil s'il prétend s'exporter en Europe, et notamment en France, où, suivant les quartiers, des tensions

existent entre les autochtones et les immigrés musulmans.

La première de ces tensions a pour origine l'illusion selon laquelle ce que l'État français n'a pas su instaurer en matière de justice sociale, l'islam pourrait le réaliser, comme si l'islam ne donnait pas priorité au croyant sur le mécréant !

La seconde vient de la conviction que la violence est la seule réponse politique aux problèmes politiques, comme si la violence pouvait rester à son tour sans réponse ! On se souvient ici du soulèvement des banlieues, de novembre 2005, dont l'étincelle fut la mort accidentelle de deux jeunes issus de l'immigration post-coloniale. Qu'est-il resté de ce soulèvement, sinon des milliers de véhicules incendiés dans la joie, des infrastructures mises à sac aux cris de «*Allah akbar*», un malheureux massacré par des voyous alors qu'il tentait d'éteindre un feu de poubelle, et une réflexion sur la légitimité de l'intervention ou de la non-intervention des forces de l'ordre, voire des forces armées ? Avions-nous affaire, à ce moment-là, à des «*émeutes de banlieues*», ou étions-nous face à un «*Printemps de l'islam*» en France ?

Aujourd'hui, sommes-nous les témoins d'un «*Printemps arabe*», ou d'un «*Printemps des islamistes*» ?

Maurice Vidal

(1) L'expression «*Printemps arabe*» désigne les mouvements révolutionnaires nationaux qui se sont produits dans de nombreux pays du monde arabe à partir de décembre 2010.